

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 15/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV SUD OUEST
lieu-dit La Barraque 7 rue François Arago
31830 Plaisance-du-Touch

Références : 2024 - 624
Code AIOT : 0003700093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté lieu-dit La Barraque 7 rue François Arago ZAC de la Ménude 31830 Plaisance-du-Touch.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV SUD OUEST
- lieu-dit La Barraque 7 rue François Arago ZAC de la Ménude 31830 Plaisance-du-Touch
- Code AIOT : 0003700093 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La déchetterie est ouverte depuis le 6 avril 2018. L'installation, à autorisation pour la collecte de déchets dangereux, est encadrée par l'arrêté préfectoral du 20/12/2016, complété par l'arrêté complémentaire du 20/04/18.

Elle est composée de plusieurs zones distinctes:

- un bâtiment de 470m² dédié aux stockages des déchets dangereux (56m²) et aux DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques: 54m²), et incluant: une entrée, un bureau pour les agents d'accueil, les locaux sociaux (un espace de repos et sanitaires) et un espace pédagogique;
- une plate-forme destinée aux déchets verts;
- des casiers (4) de dépôts de déchets en vrac (déchets de bois, déchets inertes et tout-venant non incinérable);

- une zone de dépôts dans des compacteurs et bennes (avec quais de chargement et de déchargement).

Elle était exploitée jusqu'au 31/10/24 par la société SUEZ. Le syndicat mixte DECOSET a repris l'exploitation en régie depuis la fin du contrat de délégation, soit au 1er novembre 2024.

Attributs de l'inspection :

Risques chroniques (*Déchets*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte incendie ;
- modalités de réception et de stockage des déchets ;
- réseaux / rétention ;
- rejets (eaux superficielles /souterraines) ;
- mesures de bruit ;
- formation des agents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté

préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.3.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 20/04/2018, article 7.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
5	SYSTÈMES DE DÉTECTION AUTOMATIQUE	Arrêté Préfectoral du 20/04/2018, article 7.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	CONFORMITE	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 1.3.1.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	RETENTIONS ET CONFINEMENT	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 7.4.1.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
----	-------------------	-------------------------	-------------------

6	DEFENSE INCENDIE	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	
7	MAITRISE DES SINISTRES	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	
10	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4.2.2.	
11	VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4.3.3.	
12	RESSOURCE EN EAU	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.6 EAU	
13	EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 9.1.2.	
14	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 9.1.3.	
15	FORMATIONS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.2.4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a relevé 7 faits non conformes (demande d'action(s) corrective(s) et/ ou demande de justificatifs), relatifs à :

- à la perte d'étanchéité des alvéoles de stockage des gravats et du bois ;
- à la perte d'étanchéité du bassin de confinement des eaux d'extinction ;
- au non respect des dimensions de la zone de stockage prises en compte dans le dossier d'autorisation déposé pour les déchets verts ;
- au défaut de transmission des contrôles de pesées (Débit) des 3 poteaux incendies et du dernier rapport de contrôle de l'alarme incendie ;
- au défaut de transmission du contrôle de la détection incendie et à la liste des détecteurs qui doit être mise à jour ;
- à l'absence de plan de stockage dans le local DMS (Déchets Ménagers Spéciaux) et au défaut de correspondance de certaines affiches avec les bacs de stockage sous-jacents ;
- à l'absence de dispositif anti chute (bavettes) au niveau de certains quais situés en hauteur.

Par ailleurs, quelques documents, consultés le jour de la visite ou ne faisant pas l'objet d'une non conformité, doivent être transmis à l'inspection, notamment le plan de formation des employés de la déchetterie, le plan des réseaux, les derniers résultats des analyses des eaux résiduelles et le rapport des résultats de l'étude bruit à venir.

L'inspection a informé l'exploitant des suites susceptibles d'être données à la fin de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DÉCHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.2.7

Thème(s) : Risques chroniques - Admission et stockage des déchets

Prescription contrôlée :

[...] Réception des déchets

À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site. Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

Local de stockage

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères/ ou de rayonnage).

Le stockage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, ainsi que les délais d'enlèvement de ces déchets, doit être réalisé conformément à l'arrêté du 07 septembre 1999 modifié susvisé. Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

Stockage des huiles

Si l'installation accepte des huiles minérales et synthétiques apportées par les usagers, les dispositions de ce paragraphe sont applicables. Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et dispose d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huiles, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. [...]

Constats :

Les déchets dangereux sont stockés dans le local "DMS" (déchets ménagers spéciaux).

Les déchets sont bien organisés par classe de déchets. Ils ne sont pas superposés (les bacs superposés sont vides). Néanmoins, l'inspection a pu constater que les affiches précisant la typologie des déchets ne correspondent pas toujours au bac de stockage sous-jacent.

Une affiche derrière la porte indique les EPI à utiliser pour ce type de déchets et rappelle les consignes.

Un panneau interdisant l'accès du public est bien visible.

Toutefois, l'inspection a relevé qu'il n'y avait pas de plan de stockage à jour dans le local.

A noter également que pour la réception des déchets dangereux, l'étagère servant au stockage temporaire (dépôt fait par les usagers et réception assurée par un agent habilité de la déchetterie, qui range ensuite les déchets dans le local DMS) est positionnée dans une zone où d'autres locaux sont accessibles par les usagers de la déchetterie, et donc dans une zone de passage. Il conviendrait de mettre cette étagère à l'entrée du local DMS ou dans tout autre zone permettant d'éviter les accidents.

Pour ce qui est des huiles, deux cuves sont présentes en extérieur. Elles sont abritées des intempéries.

Les cuves sont "double peau" : un justificatif a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite, le 06/11/24.

Une zone de rétention est disposée entre les deux cuves, en cas de déversement accidentel. L'inspection a pu voir la présence d'une jauge au niveau de chaque cuve.

L'absorbant est stocké dans le local DMS, à quelques mètres des cuves.


Une affiche permet de signaler aux usagers le type d'huile pouvant être déversée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :


L'exploitant doit transmettre dans un délai d'un mois, le plan de stockage du local DMS à jour et fournir un justificatif (photo) montrant que les affichettes sont positionnées au dessus des bacs correspondants.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 2 : EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques - Prévention chute & réemploi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Prévention des chutes et collisions</u></p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p> <p><u>Zone de dépôt pour le réemploi</u></p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation, une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord. Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10% de la surface totale de l'installation. La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder 3 mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le jour de la visite que quelques dispositifs anti chute (bavettes) manquaient au niveau du haut de quai.</p> <p>Un bon de commande a été transmis a posteriori de la visite, le 06/11/24.</p> <p>Concernant la zone de réemploi, elle représente une surface de 50 m² (inférieure au 10% de la surface totale de l'installation).</p> <p>Par ailleurs, la durée maximale d'entreposage de ces produits est d'une semaine, la convention passée avec l'association précisant une collecte hebdomadaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une photo doit être transmise à l'inspection dès la mise en place des dispositifs anti chute manquants.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques - Localisation des risques & état des stocks
Prescription contrôlée : [...] <u>Caractéristiques des sols</u> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : Les alvéoles de stockage des gravats et du bois sont en mauvais état : les sols ne sont plus étanches et la délimitation des zones de stockage avec les mégablocks n'est plus nette. Le bon de commande pour la réalisation des travaux a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite, le 06/11/24.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser les travaux pour étanchéifier la plateforme sous un mois. Des photos doivent être envoyées à l'inspection dès la fin des travaux.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2018, article 7.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie.</p> <p>Les sapeurs-pompiers devront trouver sur place, en tout temps, 240 m3 d'eau utilisable pendant 2 heures au minimum à partir d'un réseau alimentant au minimum 2 poteaux d'incendie de 100 mm normalisés NES 61.213 (débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de 1 bar), parmi les 2 bornes incendie publiques existantes et implantées rue du Dr CHARCOT, et 1 borne incendie supplémentaire, créée sur la parcelle et conformément au plan joint en annexe.</p> <p>Les poteaux d'incendie de 100 mm devront respecter les règles d'installation définies dans la norme NES 62.200 ou équivalente.</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, et notamment dans bâtiment, dédié au stockage de déchets dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un système d'alarme incendie ;- de robinets d'incendie armés : 2 RIA à proximité de la plate-forme de stockage de déchets verts ;- des extincteurs mobiles, 4 au minimum, sur roues et de grand volume (50 l) au niveau des quais ;- d'un système de détection automatique d'incendie ;- de matériels de protection adaptés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier « installations classées » prévu au point 2.6.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu voir deux poteaux incendie sur la voie publique à proximité immédiate du site.</p> <p>Une vanne d'aspiration, située sur le site, permet de compléter les besoins en eau de l'installation.</p> <p>Les contrôles de pesée (Débit) de ces trois sources n'ont pas été présentés le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un moyen permettant d'alerter les secours et d'un plan des locaux.</p> <p>Deux RIA et 4 extincteurs mobiles sont bien présents sur le site.</p> <p>Le bâtiment principal est équipé d'une alarme incendie.</p> <p>Le rapport du dernier contrôle des dispositifs incendie daté du 11/10/24 ne concernait que les extincteurs et RIA du site. Il a été consulté le jour de la visite. Quelques non conformité ont été signalées. Un rapport d'intervention du 14/10 liste les mesures correctives réalisées pour lever ces non conformités.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle de l'alarme incendie n'a pas été présenté le jour de la visite.</p> <p>Pour le système de détection incendie, voir le constat suivant.</p> <p>A noter que les dispositifs de désenfumage doivent aussi faire l'objet d'un contrôle annuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les contrôles de pesée des trois bouches à incendie nécessaires aux besoins en eau du site.</p>

Pour rappel, ces contrôles doivent se faire sous une pression à 1bar et en simultanée pour les deux poteaux situés sur la voie publique.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre le dernier rapport du contrôle de l'alarme incendie.

Respect de la prescription :





Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant


Proposition de délais : 1 Mois

N° 5 : SYSTÈMES DE DÉTECTION AUTOMATIQUE


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2018, article 7.3.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment, dédié au stockage de déchets dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques, est pourvu d'un dispositif de détection incendie de type 1.</p> <p>Ce dispositif est asservi au système d'alarme (sur centrale).</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des détecteurs a été transmise à l'inspection a posteriori de la visite, le 06/11/24.</p> <p>Cette liste ne mentionne pas le local DMS.</p> <p>En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de la visite le dernier rapport de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour la liste des détecteurs et vérifier que le local DMS et le local des DEEE de déchets sont bien pourvus d'un dispositif de détection incendie de type 1.</p> <p>Les justificatifs associés doivent être transmis.</p> <p>Le contrôle de ces dispositifs doit être fait et le rapport envoyé à l'inspection dès réception.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; • les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; • le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; • le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; • le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; • les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; • le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; • le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie a été présenté à l'inspection le jour de la visite.</p> <p>Quelques informations manquaient, notamment la signalisation sur le plan et la consigne relative à la vanne d'isolement.</p> <p>Une version mise à jour a été transmise a posteriori de la visite, le 06/11/24.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite


Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels - Exercice incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a montré, le jour de la visite, les compte-rendus des deux derniers exercices incendies réalisés.</p> <p>Le 21/06/23, un exercice incendie a été mis en œuvre pour tester les RIA et extincteurs.</p> <p>Le 27/09/24, les employés de la déchetterie ont manipulé la vanne permettant d'obturer le réseau.</p> <p>Les compte-rendus sont datés et signés par les participants.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : CONFORMITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 1.3.1.
Thème(s) : Situation administrative - Conformité du site au dossier déposé
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la hauteur de stockage des déchets verts était d'environ 5 mètres. Or, la zone de stockage des déchets verts (hauteur, longueur, largeur) doit respecter les hypothèses prises en compte dans le dossier d'autorisation déposé en 2016, à savoir : "Pour cette alvéole, assimilée à une cellule dans FLUMILOG et de dimensions 20.5 m x 23.5 m [...], la hauteur de stockage maximale considérée a été de 2 m".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les dimensions de stockage précisées dans le dossier d'autorisation ou refaire de nouvelles modélisations incendie.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 9 : RETENTIONS ET CONFINEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 7.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.</p> <p>L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part :- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>En tout état de cause, le volume du bassin de retenu ne devra pas être inférieur à 250 m3.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le jour de la visite que le bassin de rétention (eaux pluviales & eaux d'extinction en cas d'incendie) n'était pas étanche.</p> <p>Le nettoyage du bassin a en effet endommagé la bâche.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une demande de devis avait été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire intervenir sous un mois une entreprise pour reprendre l'étanchéité de la bâche.</p> <p>Une photo du bassin doit être transmise dès la fin des travaux.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 10 : PLAN DES RÉSEAUX


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques - Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire),• les secteurs collectés et les réseaux associés,• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.....),• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux a été montré à l'inspection le jour de la visite. Ce plan a été mis à jour récemment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan des réseaux mis à jour avec notamment la signalisation de la vanne et du séparateur à hydrocarbures doit être transmis à l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 11 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques - VLE
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet si besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : <ul style="list-style-type: none">• pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;• température : < 30 °C. [...] c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : <ul style="list-style-type: none">• matières en suspension : 100 mg/l ;• DCO : 300 mg/l ;• DBOS : 100 mg/l.
Constats : Les derniers prélèvements effectués sur les rejets du site datent du 07/06/24. Les résultats ont été consultés le jour de la visite. Les paramètres susvisés ont bien été mesurés et les valeurs limites d'émission sont respectées. Les résultats doivent être transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats doivent être transmis à l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.3.6 EAU
Thème(s) : Risques chroniques - Traitement eaux souillées
<p>Prescription contrôlée : <u>Collecte des eaux pluviales</u></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Le dernier curage date du 10/07/24.</p> <p>Le Bordereau de suivi de déchets a été présenté à l'inspection le jour de la visite.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 9.1.2.												
Thème(s) : Risques chroniques - Autosurveillance eaux souterraines												
Prescription contrôlée : La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit : Les paramètres mesurés sont les mêmes paramètres que ceux retenus à l'article précédent. La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 3 piézomètres situés aux endroits suivants ; <table><tr><th>Piezomètres</th><th>Localisation</th><th>Périodicité de la mesure</th></tr><tr><td>PZ1</td><td>Amont - en limite ouest de l'emprise</td><td>2 / an (hautes eaux / basses eaux)</td></tr><tr><td>PZ2</td><td>Aval - en limite nord-est de l'emprise</td><td>2 / an (hautes eaux / basses eaux)</td></tr><tr><td>PZ3</td><td>Aval - en limite nord-ouest de l'emprise</td><td>2 / an (hautes eaux / basses eaux)</td></tr></table>	Piezomètres	Localisation	Périodicité de la mesure	PZ1	Amont - en limite ouest de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)	PZ2	Aval - en limite nord-est de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)	PZ3	Aval - en limite nord-ouest de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)
Piezomètres	Localisation	Périodicité de la mesure										
PZ1	Amont - en limite ouest de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)										
PZ2	Aval - en limite nord-est de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)										
PZ3	Aval - en limite nord-ouest de l'emprise	2 / an (hautes eaux / basses eaux)										
Constats : Les dernières mesures datent du 07/06/24. Une prochaine date est programmée pour fin d'année 2024. Une analyse des résultats depuis 2019 a été réalisée par l'exploitant et transmise a posteriori de la visite, le 06/11/24.												
Respect de la prescription : 												
Type de suites proposées : Sans suite												
Proposition de suites :												

N° 14 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 9.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques - Mesures acoustiques
Prescription contrôlée : <u>Mesures périodiques</u> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans , 1 an si plainte répétitive par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores de l'installation date d'août 2021. Les résultats au niveau des zones à émergences réglementées et des limites de propriété montraient une situation conforme. Le bon de commande de la prochaine étude a été transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats doivent être transmis à l'inspection dès réception.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 15 : FORMATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2016, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques - Formations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :<ul style="list-style-type: none">• Les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité,• Le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction,• La vérification des consignes de sécurité présentes sur le site,• La conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.- Les déchets et les filières de gestion des déchets,- Les moyens de protection et de prévention,- Les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants,- Une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR),- Les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et le cas échéant leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport « installations classées » prévu au point 2.6.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les formations dispensées aux agents de la déchetterie sont réalisées soit en interne et matérialisées au travers de différents documents (exercices incendie, fiches réflexes, protocole de sécurité, etc.), soit elles sont assurées par les éco organismes (Ecologique, PMCB-Eco maison, ECODDS).</p> <p>La liste complète des formations avec les dates associées doit être transmise à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La liste complète des formations avec les dates associées doit être transmise à l'inspection.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites :</p>